Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE AU TOGO

Allocution de l'ambassadeur de France au Togo

à l'occasion de la Fête nationale française

- 14 Juillet 2019 -

Monsieur le ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur,

Mesdames et messieurs les ministres,

Messieurs les anciens Premiers ministres,

Mesdames et messieurs les représentants des hautes autorités et des institutions de la République,

Monsieur le chef de file de l'opposition,

Mesdames et messieurs les parlementaires et représentants des autorités civiles, militaires, religieuses et traditionnelles, des organisations politiques, professionnelles, syndicales, associatives et des médias,

Chers collègues membres du corps diplomatique et consulaire et représentants des organisations internationales,

Chers invités,

*****

C’est un honneur pour mon épouse Emelyne et moi-même de vous accueillir, cette année encore à la résidence de France, pour la fête nationale française. Si vous êtes si nombreux aujourd’hui et si la république togolaise est représentée à un si haut niveau, c’est la manifestation de notre attachement commun aux mêmes valeurs de liberté, d’égalité et de fraternité.

Notre fête nationale commémore la prise de la Bastille en 1789 mais aussi la fête de la Fédération de 1790. C’est donc la célébration à la fois de la fin d’un symbole du régime monarchique (une prison) et celle de la prestation de serment d’un roi devant la Nation dans un élan d’union nationale.

Dans l’imaginaire des peuples épris de liberté, le 14 juillet est un rappel à la Révolution française.

C’est l’occasion pour moi de citer un philosophe cher au ministre des affaires étrangères et dont il est un éminent spécialiste. Emmanuel KANT, dans le petit opuscule « Conflit des facultés » - qui je crois, si mes services de renseignements ont bien fait leur travail, est un des

préférés du ministre -, s'exprimait sur la Révolution française en ces termes *« Cet événement est trop important, trop mêlé aux intérêts de l'humanité, et d'une influence trop vaste sur toutes les parties du monde pour ne pas devoir être remis en mémoire aux peuples à l'occasion de certaines circonstances favorables »*.

Voilà pourquoi, nous sommes réunis aujourd'hui.

*****

Vous l'avez tous remarqué cette année, le peuple français a démontré, une fois encore, qu'il était un peuple turbulent et inventif. Je vous remercie d'ailleurs de ne pas avoir, pour venir aujourd'hui à la résidence de France, revêtu vos gilets jaunes en signe de solidarité.

Mais il a aussi prouvé qu'il sait se mobiliser pour exprimer ses rêves, formaliser ses aspirations et définir des objectifs communs. **Le grand débat national** dont nous sortons à peine a constitué un de ces espaces de concertation qui nous rassemblent et qui traduisent notre volonté de former une Nation.

*****

L'an dernier, nous célébrions le 14 juillet, à la veille du triomphe de l'équipe de France de football au mondial. Même si, cette année, nos

filles ont été stoppées net dans leur élan par les irrésistibles américaines, la France a enregistré depuis un an d'autres succès, notamment dans son redressement économique et dans sa lutte contre le chômage.

Cela lui donne les moyens, avec ses partenaires européens, de continuer à peser au plan international pour défendre les valeurs du dialogue international et du multilatéralisme, un multilatéralisme équilibré, fondé sur le respect de toutes les nations et qui ne soit pas la simple expression de la force des plus puissants sur le plan militaire ou sur le plan économique.

*****

Son redressement économique lui donne aussi les moyens de renforcer son partenariat avec des pays amis comme le Togo.

Ce partenariat est d'autant plus nécessaire dans la région, que la menace djihadiste tend à s'y étendre.

La France, vous le savez, est aux côtés des pays qui résistent à cette nouvelle forme d'absolutisme. C'est vrai au Mali depuis 2013. C'est vrai aussi au Burkina.

Mais son action en faveur de la paix dépasse ces deux pays particulièrement touchés.

Ici au Togo, nous appuyons les forces armées togolaises par des actions formations (environ 25 par an) pour les préparer aux missions de maintien de la paix mais aussi à la prévention du terrorisme. Les forces armées togolaises sont parmi les mieux entrainées, préparées et équipées dans la région et elles font la preuve tous les jours au Mali de leur professionnalisme. Soldats togolais et français combattent côte à côte au Mali contre le totalitarisme et je voudrais que nous ayons aujourd'hui une pensée reconnaissante envers ceux d'entre eux qui sont tombés cette année pour défendre notre liberté.

Ici au Togo, elles entendent assurer la protection des populations du Nord contre la menace qui, on le sait, est très proche. Nous l'aidons, notamment en matière de renseignement extérieur opérationnel.

Cette prévention du terrorisme est aussi l'affaire de la gendarmerie et de la police togolaises qui bénéficient également de nombreuses missions de formation tout au long de l'année.

Ces actions de coopération illustrent la fraternité d'armes qui unit militaires, gendarmes et policiers français et togolais, souvent passés

par les mêmes écoles. Elles sont mises en œuvre par notre mission de défense et par notre service de sécurité intérieure qui appuie la DGPN et la DGGN.

*****

La coopération entre la France et le Togo ne se résume évidemment pas à sa dimension sécuritaire.

La coopération pour le développement entre le Togo et la France est principalement portée par l'Agence française de développement. Elle concerne surtout des projets menés avec l'Etat. Les axes prioritaires de cette coopération ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie de la population rurale comme urbaine. Ce sont :

- **L'eau et l'assainissement** : le projet PEUL II est en cours d'achèvement. Il a permis en particulier la construction du centre d'enfouissement technique du Grand Lomé, en cofinancement avec l'Union européenne et la BOAD, pour un montant total de 20 M€, donc 10 M€ de subvention de la France et de l'Union européenne. La nouvelle phase du PEUL en cours de lancement, avec un montant en subvention de 14 M€ permettra entre 2019 et 2023 de financer des travaux de

mise en sécurité environnementale de l'ancienne décharge d'Agoé Nyivé et de poursuivre l'appui de la France à la mairie de Lomé pour la gestion de la filière déchets. L'AFD et la mairie travaillent également, dans le cadre de ce projet, à la mise en place de petits équipements sportifs dans différentes zones de la ville, dont la plage, afin de promouvoir le sport de proximité et la mixité sociale.

Le secteur de l'eau et de l'assainissement concerne aussi le projet d'amélioration des conditions sanitaires dans la région des Savanes qui a permis, avec une subvention de 6 M€ sur la période 2013-2018, la construction de 344 forages équipés de pompes, la réhabilitation de 130 anciens forages et la construction de 100 latrines dans des établissements scolaires et des centres de santé, permettant de desservir plus de 70.000 personnes dont 25.000 écoliers. Une phase 2 de ce projet de développement de l'hydraulique rurale est en cours de préparation avec le Gouvernement, ainsi qu'un projet d'amélioration de l'alimentation en eau potable de plusieurs agglomérations du pays.

- **L'éducation :** la France, via l'AFD, accompagne le Togo dans le soutien du secteur éducatif primaire et secondaire depuis de nombreuses années. Aujourd'hui se termine le Projet d'Appui à la Réforme des Collèges (PAREC) qui a permis, avec une subvention de 5 M€, la construction de 160 salles de classe, de blocs administratifs, de latrines et de forages dans 30 collèges des régions Plateaux et Maritime, la formation de près de 3.500 professeurs de collège en sciences et en français ainsi que la totalité des chefs d'établissement des collèges du Togo. Par ailleurs, 350 communautés des régions Plateaux et Maritime ont été sensibilisées à l'importance de la scolarisation des filles et sur les violences de genre en milieu scolaire. Il a été décidé, conformément aux engagements du Président MACRON, d'augmenter l'appui de la France à ce secteur de l'éducation : la seconde phase du projet PAREC qui démarre cette année mobilise une enveloppe de 15 M€ sur 5 ans, permettra la construction, dans les régions des Plateaux, Maritime et Savanes, de 380 salles avec latrines et forages dans 90 établissements, la poursuite de

la formation des enseignants – y compris des enseignants volontaires – et des personnels encadrants (directeurs, inspecteurs), la sensibilisation des communautés à la scolarisation des jeunes filles mais aussi à la gestion communautaire de ces établissements.

- **L'énergie :** ce secteur occupe désormais une place centrale dans le déploiement de la coopération entre le Togo et la France. J'avais évoqué l'an dernier le lancement du projet d'extension et de réhabilitation du réseau électrique du Grand Lomé avec la CEET, en cofinancement avec la délégation de l'Union européenne et la coopération financière allemande, pour un montant total de 48 M€ dont 30 M€ de prêt de l'AFD. L'AFD prépare en ce moment, toujours aux côtés de l'Union européenne, avec l'Agence togolaise d'électrification rurale et d'énergies renouvelables, le développement du barrage hydroélectrique de Sarakawa d'une capacité de 24 MW. On parle ici d'un investissement d'environ 80 M€, dont 30 à 40 M€ de l'AFD en prêt concessionnel et 15 M€ de l'Union européenne.

*****

L'Agence française de développement appuie aussi les projets de certaines **ONG internationales** qui interviennent au Togo. Ces aides sont décidées à Paris. Je citerai à titre d'exemples :

- L'appui à l'ONG Acting for Life avec un projet d'appui à la mobilité du bétail ou à l'organisation des transhumances dans la sous-région ;
- L'appui à l'ONG Entrepreneurs du Monde avec un projet de créations de très petites entreprises et d'accès à l'emploi durable grâce à des formations qualifiantes et à des accompagnements spécifiques des personnes vulnérables ;
- Ou encore l'appui à Electriciens Sans Frontières qui développe dans 9 villages isolés de la région des Plateaux des solutions intégrées d'accès à l'eau, à des services d'assainissement et à une énergie électrique d'origine renouvelable.

Le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade pilote quant à lui des projets de montants plus modestes mais fortement ancrés sur le terrain :

- Nous venons d'agréer une **dizaine de projets PISCCA** qui, portés par des ONG togolaises, auront pour objectif principal de contribuer, en 2019 et 2020, à l'autonomisation des femmes, particulièrement en milieu rural. Chaque ONG recevra une aide d'un montant situé entre 30.000 et 40.000 € ;
- Le **projet Profamed** qui participe à la formation des journalistes togolais rencontre un grand succès. D'un montant de près de 500.000 € € sur 2 ans, il aura touché près de 150 journalistes. Nous envisageons d'ores et déjà de lancer l'an prochain un Profamed II ;
- Nous venons de lancer le **projet Isme** qui consiste à assurer la prévention médicale, à distance via des téléphones intelligents, d'une population de près de 125.000 mères et enfants de la région maritime. Ce projet d'un montant de près de 700.000 € s'étalera sur 2019 et 2020.

*****

Notre coopération s'exprime aussi dans le **domaine culturel**, principalement grâce à l'action de l'Institut français de Lomé qui offre sa médiathèque à un large public, qui propose des cours de langues et qui assure une programmation riche et variée : séances de cinéma, concerts, pièces de théâtre, spectacles de danse, expositions… En moyenne 3 événements par semaine contribuent à animer la vie culturelle à Lomé et surtout à promouvoir les artistes togolais et africains. En effet, la programmation strictement française ne représente pas plus de 10% des activités de l'IFT. A signaler à cet égard, la première édition du Festival de l'humour francophone de Lomé lancé à l'initiative du groupe des ambassadeurs francophones au Togo que je préside actuellement et avec le soutien de l'Union européenne qui a réuni, le 11 mai dernier près de 3.500 personnes autour de 6 humoristes venus de France hexagonale, de Guadeloupe, du Togo, de Côte d'Ivoire, du Cameroun et de la Guinée au Canal Olympia de Godopé.

Nous réfléchissons actuellement, avec le gouvernement togolais et l'AFD, à la réalisation de deux projets emblématiques : la création d'une **académie du football féminin de l'Afrique francophone** et la

création d'un outil culturel qui permettrait au Togo de rayonner sur toute l'Afrique, **« La Villa Africa 2020 »**, sorte de Villa Médicis de l'Afrique. Ces projets ne sont pas encore formellement décidés mais nous y travaillons car ils illustreraient parfaitement le renouveau du partenariat entre la France et l'Afrique appelé de ses vœux par le président MACRON dans son discours de Ouagadougou.

Je ne veux pas omettre l'action de **Campus France** au Togo qui accompagne les étudiants togolais, dont certains bénéficient de bourses, qui souhaitent poursuivre leurs études en France et qui gère la plate-forme **France Alumni** à laquelle j'invite tous les diplômés de l'enseignement supérieur français à adhérer car cela facilitera par la suite leurs démarches auprès du consulat.

Bien sûr notre **lycée français** contribue à l'excellence ici avec 97% de réussite au bac cette année et aussi avec une consécration en tant que lycée mutualisateur pour toute la région. Ainsi, c'est à Lomé que tous les enseignants et tous les administratifs des lycées français d'une douzaine de pays viennent désormais se former.

Enfin, je rappelle l'action de **France Volontaires** qui accompagne les volontaires français qui viennent servir au Togo et les volontaires togolais qui partent servir en France.

*****

Les relations entre la France et le Togo sont aussi **économiques**. Nous le voyons aujourd'hui, ici même avec la présence de nombreuses entreprises sponsors.

Le Togo a adopté, il y a un an, un **Plan national de développement** particulièrement pertinent, et, avec nos partenaires européens, nous entendons l'accompagner.

C'est ce que nous avons fait en contribuant à l'organisation du **Forum économique Togo-Union européenne** du mois dernier en attirant des entreprises françaises. Cela s'est manifesté particulièrement dans le domaine des **énergies renouvelables** où une délégation d'une vingtaine d'entreprises françaises du secteur est venue s'intéresser aux opportunités offertes par la nouvelle stratégie nationale d'électrification.

Le Togo a l'objectif de renforcer sa position de hub logistique dans la région. En créant le **Cluster maritime de l'Afrique francophone** et

en logeant son siège à Lomé, les entreprises togolaises appuyées par le groupe des ambassadeurs francophones et par le cluster maritime français affirment la vocation de Lomé à être la capitale maritime de l'Afrique de l'Ouest.

*****

Evidemment, la mise en œuvre du Plan national de développement, est subordonnée au **climat des affaires** dont les entreprises notent avec satisfaction qu'il progresse au Togo, climat des affaires qui, lui-même, est tributaire du **climat politique**.

Les **élections législatives** se sont déroulées dans le calme, même si certains partis n'y ont pas participé, considérant que les conditions n'étaient pas réunies.

Les **élections municipales** récentes se sont également déroulées dans le calme. La grande majorité des partis a fait le choix de participer à la compétition démocratique. Les candidats auraient probablement souhaité que les électeurs se mobilisent davantage, notamment dans le Grand Lomé.

La **révision constitutionnelle** prévue a été voté début mai. La modification du mode de scrutin pour l'élection présidentielle est une

avancée démocratique car elle rend possible pour les électeurs togolais l'exercice du choix qui, comme l'avait évoqué le Président MACRON, ne revient finalement qu'à eux-mêmes, entre alternance et reconduction démocratique.

Je forme le souhait que la compétition pour l'élection présidentielle se fasse également dans la sérénité dont le Togo a besoin pour progresser sur la voie du développement.

*****

Je vous remercie encore une fois pour votre présence nombreuse qui témoigne de votre attachement à la relation forte et profondément amicale entre nos deux pays. Pour maintenir la qualité de cette relation, encore fallait-il que la France traite dignement ceux qui veulent venir la visiter. Les conditions dans lesquelles étaient reçus les demandeurs de visa n'étaient pas convenables. Locaux exigus, agents en nombre insuffisant. A cet égard, je voulais demander l'indulgence de ceux qui, de bonne foi sont confrontés à des refus, des vérifications ou des demandes de renseignement complémentaires. Cela s'explique parce que les services du consulat font eux-mêmes face à des dizaines de faux documents tous les jours : faux actes d'état-civil, faux

jugements déclaratifs de naissance, faux diplômes, fausses attestations bancaires, fausses attestations d'assurance, réservations d'hôtel immédiatement annulées après le dépôt du dossier… Aidez-nous à lutter contre ce phénomène qui fait perdre du temps à tous ceux qui sont de bonne foi.

Mais nous avons décidé d'améliorer l'accueil réservé à ceux qui veulent venir en France ou dans les pays que nous représentons, et je voulais donc indiquer à ceux qui ne le savent pas encore que nous avons externalisé l'accueil des demandeurs de visas pour la remise de leur dossier. Une quinzaine d'agents sont dédiés à cela dans un espace moderne et confortable. Le dispositif est encore en phase de rodage et, après l'inscription en ligne nécessite encore une prise de rendez-vous par téléphone, mais je puis vous annoncer, qu'à partir de début septembre, tout se fera en ligne et les demandeurs pourront obtenir un rendez-vous dans un délai de quelques jours seulement quelle que soit la période de l'année.

Je vous remercie pour votre attention et vous souhaite un bon 14 juillet !